

ASET

Association intercommunale STEP
Échallens Talent

Construction de la STEP et du réseau intercommunal et élaboration du PGEE régional

Appel d'offres pour les prestations du bureau d'assistance au maître de l'ouvrage (BAMO)

Partie II – Cahier des charges

Impressum :

Auteur : Olivier CHAIX, INTEGRALIA SA (cf. ci-dessous)
Groupe de travail : Christian MONNEY, ASET
Patrick GÉRARD, commune d'Échallens
Version (date) : b (31 août 2021)

INTEGRALIA SA · Olivier Chaix, ing. dipl. EPF/SIA
Développement de projets · Gestion des eaux
44, route du Crêt-de-Chouilly · CH-1242 Satigny
T +41 22 784 00 44 · M +41 79 370 45 49
olivier.chaix@integralia.ch

INTEGRALIA AG · Olivier Chaix, dipl. Ing. ETH/SIA
Projektentwicklung · Wasserwirtschaft
Tschannerstrasse 11 · CH-3007 Bern
T +41 31 371 01 44 · M +41 79 370 45 49
olivier.chaix@integralia.ch

Table des matières

1	Contexte et objectifs	1
1.1	Genèse et contexte de la régionalisation	1
1.2	Le projet de régionalisation de l'ASET	2
1.3	Mission du BAMO et objectifs de son mandat	4
2	Documents et informations de base	5
2.1	Documents élaborés à ce jour pour la régionalisation	5
2.2	Lois, normes, directives et recommandations à faire appliquer	7
2.3	Mise à disposition des documents	8
3	Organisation et phasage du projet	9
3.1	Organisation générale du projet	9
3.2	Organisation et fonctionnement du BAMO et des mandataires	10
3.3	Phasage du projet	11
3.4	Calendrier prévisionnel	12
4	Prestations à fournir	13
4.1	Structuration des prestations et prépondérance des objectifs	13
4.2	Prestations pour le mandat STEP & STAP (S&S)	15
4.3	Prestations pour le(s) mandat(s) Réseaux (Rx)	18
4.4	Prestations pour le mandat PGEE régional	20
4.5	Prestations pour le mandat RIE	21
4.6	Prestations pour le mandat de géomètre	22
4.7	Pilotage et coordination générale du projet	23
4.8	Conseils et soutien au MO	24
4.9	Séances et communication avec les communes et le canton	26
4.10	Autres prestations (à offrir en option)	27
5	Résultat tangibles des prestations	28
5.1	Gestion de l'information	28
5.2	Documentation des séances	28
5.3	Documentation technique	28
	Liste des abréviations	29

1 Contexte et objectifs

1.1 Genèse et contexte de la régionalisation

Rapport cantonal micropolluants de 2016

En 2016, le rapport de la DGE-DIREV *Traitement des micropolluants dans les stations d'épuration vaudoises* documentait et commentait la situation de l'épuration des eaux dans le bassin versant du Talent, dans un chapitre *Moyennes STEP rejetant dans un cours d'eau dans des mauvaises conditions de dilution*, de la manière suivante :

« STEP et bassins versants concernés [extrait] :

STEP	Milieu récepteur	Caractéristiques	Habitants raccordés et à raccorder (état actuel)	Habitants raccordés 2035	Réalisation prévue
Echallens	Talent	<ul style="list-style-type: none">• Agrandissement et traitement des micropolluants• Raccordement des STEP de Bottens, Eclagnens, Goumoens-le-Jux, Sugnens, évent. Bretigny et Morrens-Talent	15'000	18'000	• 2025 à 2035

Bassin versant du Talent/STEP Echallens

Le Talent contient plus de 50% d'eaux usées non traitées en période d'étiage. La STEP la plus importante du bassin versant est celle d'Echallens. Cette installation sera à terme astreinte au traitement des micropolluants. En effet, à court terme, le raccordement de la STEP de Sugnens (un peu moins de 400 habitants) sera réalisé. Au vu du développement important dans la région, le seuil de 8'000 habitants raccordés sera atteint d'ici 2020. Une étude régionale est en cours pour regrouper un maximum de population sur cette installation afin de réduire la charge en micropolluants sur le Talent. Le raccordement des STEP de Bottens, Eclagnens, Goumoens-le-Jux, éventuellement Bretigny-sur-Morrens et Morrens-Talent est envisagé. La réalisation de ce projet régional se fera probablement par étapes. »

Déclencheurs de l'étude de régionalisation

Suite à l'étude susmentionnée, et comme l'indiquent les préavis communaux [9]¹ :

« [...] des réflexions sont entamées pour envisager un regroupement des STEP dans la région « Echallens Haut-Talent », ceci pour les raisons suivantes :

- Les STEP sont vieillissantes, d'importants travaux de renouvellement sont nécessaires [...] ;
- Les normes environnementales ont évolué en raison de déficits de qualité des eaux : les STEP doivent devenir plus performantes et traiter l'azote ainsi que, pour certaines d'entre elles, les micropolluants (selon les exigences de la loi fédérale sur la protection des eaux LEaux) ;
- La région connaît un développement démographique et économique important, les limites de capacité des installations actuelles sont atteintes ;
- L'expérience montre que l'épuration des eaux est moins coûteuse par habitant raccordé sur des STEP de plus grande taille ;
- Par rapport à de petites installations, les STEP de taille moyenne et grande sont plus performantes du point de vue du rendement de l'épuration ;

¹ Les documents cités entre [...] sont présentés au chapitre 2.

- Les changements climatiques accentuent les périodes de sécheresse et augmentent encore les exigences en matière de protection des eaux.

L'intérêt d'un regroupement des 8 STEP du périmètre a été confirmé lors de l'étude de régionalisation de 2017 et la STEP de Sugnens a été raccordée à celle d'Echallens cette même année.

Entre l'été 2020 et le printemps 2021, ces réflexions débouchent sur :

- Un projet technique de régionalisation prévoyant de regrouper les 7 STEP de Bottens, Échallens, Éclagnens, Fey, Morrens-Talent, Cugy Praz-Faucon et Morrens-Mèbre ;
- La constitution d'une nouvelle association de communes : l'« Association intercommunale STEP Echallens Talent » (ASET), qui agit en tant que mandant dans le présent appel d'offres, ainsi que la dissolution des diverses ententes chargées de l'épuration des eaux ou du traitement des boues.

1.2 Le projet de régionalisation de l'ASET

Objectif du projet

L'objectif du projet de l'ASET est traiter les eaux usées actuellement raccordées sur 7 STEP dans une seule **nouvelle STEP régionale** à Échallens afin d'y traiter les **micropolluants**.

Ce regroupement de STEP est présenté dans la **Figure 1** ci-dessous (d'après [9], complétée) :

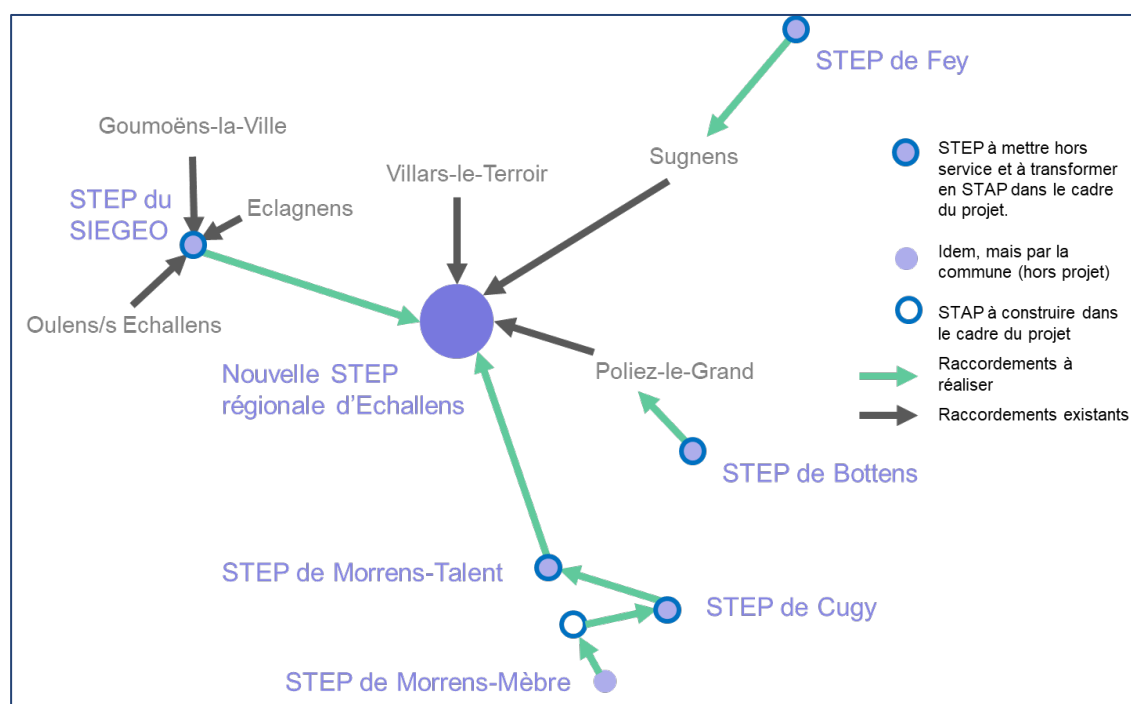


Figure 1 : Schéma général des ouvrages du projet de régionalisation

Pour avoir une vision sur l'ensemble du projet, le candidat est invité à prendre connaissance des études et documents [1], [2], [4] – [9], [11] et [14] listés au chapitre 2.1, les derniers étant les plus actuels.

Composantes du projet

Le projet comprend essentiellement quatre composantes :

1. **Nouvelle STEP** : Une nouvelle STEP régionale pour 26'000 équivalent-habitants sur le site actuel de la STEP d'Échallens, selon [14], avec réutilisation de certains ouvrages. Cette STEP permettra de traiter l'azote, ce qui n'est pas le cas actuellement (ou seulement partiellement pour l'azote) ;
2. **Anciennes STEP / STAP** : La mise hors service de 6 STEP existantes, dont 5 seront transformées en stations de pompage (STAP) dans le cadre du projet : SIEGEO (Éclagnens), Fey, Bottens, Morrens-Talent et Cugy Praz-Faucon) et 1 par la commune elle-même (Morrens-Mèbre), plus 1 nouvelle petite STAP (voir **Figure 1**)
3. **Réseaux** : La construction de 13 km de réseaux de canalisations de raccordement sous pression ou gravitaires afin de centraliser les eaux usées à la nouvelle STEP régionale ;
4. **PGEEr1** : L'élaboration d'un PGEE régional de 1^{ère} phase (PGEEr1) aux fins d'optimisation du système régional et d'obtention des autorisations de construire.

Investissements planifiés pour la régionalisation

Les investissements planifiés ont pu être établis sur la base des études techniques menées entre 2016 et 2019. Le projet implique des investissements totaux estimés à **40 millions de francs**, décomposés comme suit (chiffres TVA comprise) :

STEP régionale	28.5 MCHF	
Réseaux nouveaux	11.5 MCHF	(y c. coût du PGEE régional de phase 1, PGEEr1)
Total (brut)	40 MCHF	

Montant estimatif des subventions :

STEP régionale	4 MCHF (VD + CH)
Réseaux nouveaux	4 MCHF (VD)
Total estimé	8 MCHF

Investissements nets : 32 MCHF »

Enveloppe budgétaire maximale

Le plafond d'endettement de l'ASET a été fixé à 52 MCHF de manière à pouvoir financer tous les investissements bruts et de couvrir les frais courants d'exploitation d'une année, estimés à CHF 2,7 MCHF. Il inclut une marge de sécurité, pour éviter de devoir revoir les statuts.

Sur ces bases, il faut considérer que l'enveloppe budgétaire totale pour toutes les prestations et tous les investissements se monte à **49 MCHF TTC au maximum**, réserve de l'ordre de 20% incluse. Ce montant ne doit **en aucun cas être dépassé**. Il appartient au BAMO d'y veiller absolument tout au long du projet (l'objectif restant bien sûr de respecter les **40 MCHF** estimés initialement).

1.3 Mission du BAMO et objectifs de son mandat

L'ASET, en tant que maître de l'ouvrage (MO), fonctionne selon le système de milice. Elle ne dispose donc pas d'une équipe de professionnels pour piloter les mandataires et entreprises qui lui permettront de réaliser son projet. Elle désire donc se renforcer par un BAMO (bureau d'assistance au maître de l'ouvrage), dont le choix fait l'objet du présent appel d'offres.

Mission du BAMO

Le BAMO a pour mission d'assister le MO de manière à assurer le bon déroulement des études et des travaux, depuis le choix des mandataires jusqu'à la mise en service des ouvrages de la régionalisation.

Objectifs du mandat du BAMO

Le mandat du BAMO poursuit les objectifs suivants :

- Assurer que le **choix des mandataires** effectué par l'ASET présente le meilleur rapport entre la qualité et le prix des prestations offertes après vérification de leur solidité et de leur adéquation ;
- Formaliser par **contrats** et **avenants** la collaboration entre mandataires, entreprises et ASET ;
- **Conseiller** le MO et créer les conditions nécessaires pour que les décideurs du projet soient en mesure de prendre les **bonnes décisions** tout au long du processus ;
- Veiller à ce que chaque décision qui l'exige soit **validée** par les autorités compétentes et la DGE ;
- **Anticiper, piloter, coordonner, surveiller et contrôler** le déroulement projet, afin de **minimiser les risques** et d'assurer qu'il parviendra à bon terme, dans le budget et selon les objectifs fixés ;
- Assurer une **communication** efficace avec les membres de l'ASET et les autres acteurs du projet, notamment en organisant et modérant toutes les **séances importantes** du projet ;
- Assister le MO en tant que « **trouble shooter** » dans toutes les situations qui l'exigeront.

2 Documents et informations de base

2.1 Documents élaborés à ce jour pour la régionalisation

2.1.1 Principaux documents joints à l'appel d'offres

Documents élaborés par le bureau Holinger SA

Dans le cadre des études de Régionalisation de l'épuration de la région Échallens-Talent, les principaux documents techniques et statutaires qui ont été établis jusqu'à ce jour sont listés dans la bibliographie ci-après. Ces documents décrivent la genèse et l'état actuel du projet et, à ce titre, servent au BAMO comme base de travail.

Ces documents sont numérotés par ordre chronologique d'élaboration du document. Le [numéro] figure aussi en tête du nom de chacun des fichiers informatiques joints à l'appel d'offres sous format .pdf (voir chapitre 2.3) :

- [1] Régionalisation de l'épuration, Région Échallens-Talent : Rapport final. DGE, communes de Bottens, Échallens, Fey, Goumoëns, Montilliez, Morrens et Villars-le-Terroir, AET et SIEGO. Holinger, Écublens, 20.12.2017. 58 pages + 74 pages d'annexes
- [2] Régionalisation de l'épuration, Région Échallens-Talent : Complément Cugy et Morrens. Note de synthèse. Holinger, Écublens, 25.07.2018. 14 pages + 15 pages d'annexes
- [3] COPIL Régionalisation de l'épuration des eaux Échallens-Talent : Lettre d'information – Décembre 2019 « Après une année de travail du COPIL ». 5 pages.
- [4] Régionalisation de l'épuration, Région Échallens-Talent : Note technique – Mise à jour du dimensionnement de la STEP régionale. COPIL de l'ASET, communes de Bottens, Cugy, Échallens, Fey, Goumoëns, Montilliez, Morrens, Oulens-sous-Échallens et Villars-le-Terroir. Holinger, Écublens, 16.06.2020. 11 pages + 12 pages d'annexes
- [5] Estimation des coûts « sans régionalisation+ (maintien à long terme des STEP actuelles). Holinger. juillet 2020. 1 page
- [6] Régionalisation d'Échallens : Coûts des raccordements. Holinger. 31.07.2020. 16 pages (tableaux, cartes et profils en long).
- [7] Coûts d'investissement STEP. Holinger. 2 pages. 31.07.2020.
- [8] Coûts d'exploitation STEP d'Échallens. Holinger. 31.07.2020. 2 pages (horizon 2020 et 2025)
- [9] Épuration Échallens Haut-Talent : préavis-type à l'attention des communes. Holinger. 04.09.2020. 13 pages.
- [10] COPIL Régionalisation de l'épuration des eaux Échallens-Talent : Rapport de consultation des communes [sur le projet de statuts]. Septembre 2020.. 5 pages.
- [11] Mémo : Étude de faisabilité d'un nouveau tracé [dans la commune d'Échallens]. Holinger. 19.02.2021. 8 pages.

- [12] Statuts de l'association intercommunale STEP Échallens Talent ASET. Version définitive approuvée par toutes les communes. Mars 2021. 27 pages. Avec 2 annexes : voir [13] :
- [13] Annexe 1 [aux statuts de l'ASET]. Cartes des ouvrages. Pages 1 – 5, et
Annexe 2. Dispositions transitoires. 3 pages + tableau État actuel – Projection 2025.
- [14] Régionalisation de l'épuration, Région Échallens-Talent : Station d'épuration, Rapport d'avant-projet sommaire. Holinger, Écublens, 28.08.2021. 56 pages + 26 pages d'annexes

Documents élaborés par d'autres bureaux

- [20] Plan de situation au 1:500 [de la parcelle de la STEP]. Courdesse et associés. Échallens. 02.02.2020. (Plan)
- [21] Plan d'affectation « STEP d'Échallens ». Examen préalable auprès des services cantonaux. Rapport d'impact sur l'environnement 1^{ère} étape. Ecoscan SA, Lausanne. 15.06.2020. 90 pages + 14 pages d'annexes.
- [22] Régionalisation de l'épuration. Région Échallens-Talent. Étude de planification énergétique. Weinmann Énergies. 26 juin 2020. 22 pages.
- [23] Plan d'affectation de la STEP au 1:1'000. Urbasol (sur base de [20]). 29.06.2020 (Plan)
- [24] Modification du plan d'affectation communal « Au Petit Moulinel » (extension de la STEP). Dossier d'enquête publique. Rapport explicatif et de conformité 47 OAT. Urbasol. Givisiez, mai 2021. 25 pages + 6 annexes (format numérique) [non jointes à l'appel d'offres]
- [25] Modification du plan d'affectation communal « Au Petit Moulinel » (extension de la STEP). Dossier d'enquête publique. Règlement. Urbasol. Givisiez, juin 2021. 7 pages

2.1.2 Autres documents non joints à l'appel d'offres

Sur demande, d'autres documents de moindre importance, élaborés au cours des études, peuvent être consultés, tels que :

- 13 présentations faites au CoPil entre le 18.12.2018 et le 19.05.2020
- 6 présentations faites à diverses commissions entre le 08.01.2019 et le 03.09.2019
- 22 procès-verbaux (PV) de Copil entre le 07.11.2018 et le 20.04.2021
- Dossiers d'examen préalables
- Diverses correspondances

2.2 Lois, normes, directives et recommandations à faire appliquer

En général

Les principaux textes législatifs, normes, directives et recommandations que le BAMO aura à faire appliquer par les autres mandataires proviennent des organismes suivants (la liste n'est pas exhaustive) :

- Confédération suisse : législation pertinente en matière de protection des eaux et de l'environnement (LEaux, OEaux, OEIE, ...)
- Canton de Vaud : législation pertinentes en matières de protection des eaux, d'aménagement du territoire et d'autorisations de construire (LPEP, LATC, ...)
- OFEV (Office fédéral de l'environnement), Berne-Ittigen,
- Canton de Vaud – DGE / DIREV (Direction générale de l'environnement / Direction de l'environnement industriel, urbain et rural), Épalinges : plus particulièrement les DCPE pertinentes (directives cantonales sur la protection de l'environnement),
- VSA (Association suisse des professionnels de la protection des eaux), Zurich-Glattbrugg, avec subsidiairement, pour certains dimensionnements, des éléments de l'*ATV-DVWK-Regelwerk* (Deutsche Vereinigung für Wasserwirtschaft, Abwasser und Abfall e.V.), D-Hennef
- SIA (Société suisse des ingénieurs et architectes), Zurich,
- VSS (Association suisse des professionnels de la route et des transports), Zurich,

Le candidat est réputé connaître et maîtriser les documents issus de ces organismes pour les travaux qui seront à réaliser. Il est admis qu'il les a déjà utilisés dans les références qu'il sera appelé à donner dans son offre. Si nécessaire, ses connaissances du cadre législatif, réglementaire et normatif en vigueur pourront être testées lors de l'audition.

Pour le PGEE régional

Pour l'élaboration du PGEE régional, le BAMO aura à faire appliquer des recommandations actuellement en cours de mise en place. En date de publication de cet appel d'offres, la recommandation suivante est déjà existante et jointe avec les documents de l'appel d'offres (voir chapitre 2.3) :

- [30] DIREV Canton de Vaud *PGEE 2.0* et SEn État de Fribourg *Volet assainissement PDBV* : Plan général d'évacuation des eaux régional Phase 1 (PGEEr1), Recommandations avec modèle de cahier des charges. 6^{ème} version du 20 mars 2021 validée avec nouvelle annexe 3 (71 pages).

Pour la coordination des procédures

Le BAMO veillera à la bonne coordination des procédures requises par la LATC, l'OEIE et la LPEP. Les recommandations du canton y relatives ne sont pas publiées, mais disponibles en tant qu'aide de travail de la DGE pour les régionalisations et jointe avec les documents de l'appel d'offres (voir chapitre 2.3) :

- [31] DGE Canton de Vaud, Protection des eaux : Projets de régionalisation des stations d'épuration (STEP), Coordination des procédures (LATC, OEIE, LPEP), Novembre 2019. 5 pages.

2.3 Mise à disposition des documents

Les documents cités plus haut sont mis à disposition des candidats dans le cadre de l'appel d'offres sur la plateforme simap.ch, sous forme des fichiers .pdf suivants :

Tableau 1 : Fichiers des données de base du projet téléchargeables sur simap.ch

Nom	Modifié le	Type	Taille
[1] A2092_RA_Rapport final_Annexes_v2_20171220_li	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	8 916 Ko
[2] A2092.600_RA_Note synthèse_Cugy-Morrens_avec_annexes	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	5 093 Ko
[3] A2161_RA_Information_20191213	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	1 236 Ko
[4] A2161_RA_Note_Technique_20200615_ANNEXES	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	2 386 Ko
[5] A2161_CA_maintien des STEP communales_20200731	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	29 Ko
[6] A2161_FI_fiche raccordement_20190718	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	1 981 Ko
[7] A2161_DE_coûts_STEP	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	150 Ko
[8] A2161_CA_Coût d'exploitation Echallens_20200731	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	43 Ko
[9] A2161 ASET Préavis communal texte-type 20200904	19.08.2021 12:36	Adobe Acrobat D...	568 Ko
[10] ASET RA consultation_statuts_20200907	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	305 Ko
[11] A21612_ME_tracé_nouvelles_conduites_20210219	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	943 Ko
[12] ASET Statuts 20210330	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	410 Ko
[13] Annexes - ASET statuts	18.05.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	7 646 Ko
[14] A2161_RA_Avant-projet_sommaire_20210828_avec_annexes	31.08.2021 07:03	Adobe Acrobat D...	6 520 Ko
[20] 5518-237_Situation_2020-02-20	23.08.2021 12:54	Adobe Acrobat D...	395 Ko
[21] 1612-RIE-20200616	23.08.2021 12:51	Adobe Acrobat D...	7 180 Ko
[22] CE_STEP_Echallens_27660	23.08.2021 13:10	Adobe Acrobat D...	2 024 Ko
[23] ECH ENPUB Plan	23.08.2021 13:00	Adobe Acrobat D...	1 064 Ko
[24] ECH ENPUB Rapport 47OAT	23.08.2021 13:03	Adobe Acrobat D...	1 862 Ko
[25] ECH ENPUB Reglement	23.08.2021 13:08	Adobe Acrobat D...	527 Ko
[30] 3.27.01.R01f_2021_03_20_validée_AVEC_annexe_3	09.08.2021 10:16	Adobe Acrobat D...	1 388 Ko
[31] Procédures nouvelles STEP_LATC_EIE_LPEP_Nov.19	19.08.2021 10:29	Adobe Acrobat D...	677 Ko

3 Organisation et phasage du projet

3.1 Organisation générale du projet

L'organisation générale du projet est présentée à la **Figure 2** :

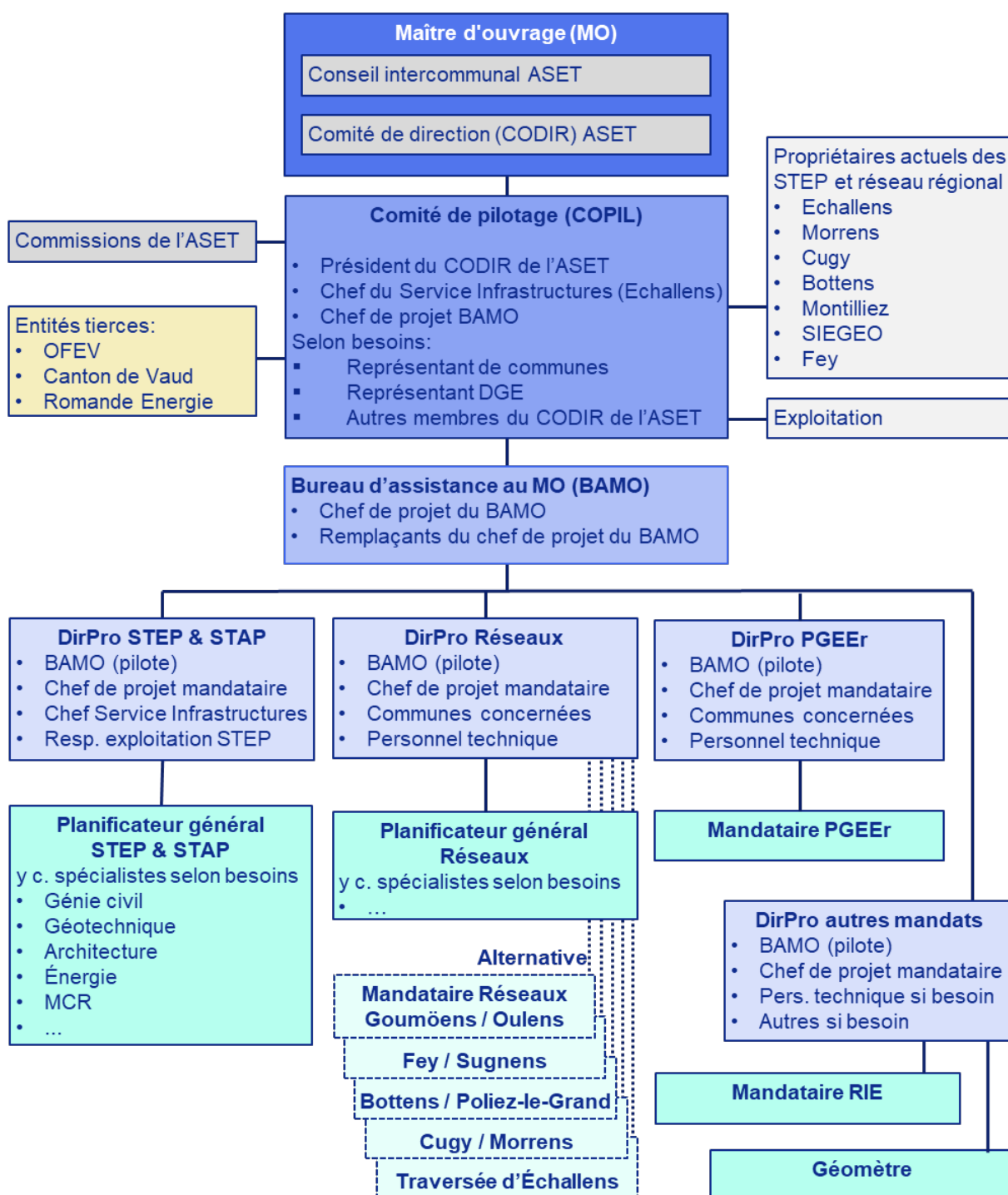
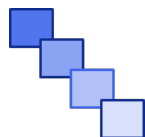


Figure 2 : Organigramme général du projet de régionalisation de l'ASET (niveau planification ; les entreprises ne sont pas indiquées)

Explications

Les couleurs des entités représentées signifient :



Hiérarchie décisionnelle du projet, depuis les aspects stratégiques (foncé, en haut) jusqu'aux aspects opérationnels (clair, en bas). Le BAMO lui-même n'est intégré à la hiérarchie décisionnelle qu'en tant que conseiller. Il ne peut pas prendre de décision.



Organes de l'ASET
Représentants des membres de l'ASET



Entités externes à impliquer dans le projet (acteurs autres que l'ASET et ses mandataires)



Mandataires de l'ASET (autres que le BAMO)
Mandataires Réseaux, si **l'alternative** d'une décentralisation du mandat Réseaux est décidée. Cette décision sera prise en cours de projet. Dans l'offre du candidat, l'alternative est à offrir comme option.

L'organigramme représenté correspond au processus de planification (phases SIA 31 à 51).

Dans la période qui précède, les mandataires (autres que le BAMO) ne sont pas encore désignés (phase SIA 22).

Dans la période qui suit (phases SIA 52 – 53), il y aura lieu d'intégrer les entreprises de construction qui seront impliquées dans le projet, sous la responsabilité des planificateurs généraux STEP & STAP et Réseaux, et sous la haute surveillance du BAMO.

3.2 Organisation et fonctionnement du BAMO et des mandataires

BAMO

L'activité du BAMO est fortement liée aux personnes qui le constitue : en premier lieu le chef de projet, en second lieu ses deux remplaçants. Ce sont ces trois personnes qui participent aux séances et sont « visibles » pour l'ASET en tant que MO, ses mandataires et ses partenaires externes du projet.

Le chef de projet (ChP) est la personne de référence du BAMO. Il fonctionne comme SPOC (« single point of contact »), en binôme avec son remplaçant (rempl.). Lorsque le remplaçant n'est pas disponible, c'est le 2^{ème} remplaçant qui intervient. Et lorsque le chef de projet n'est pas disponible, c'est son remplaçant qui intervient.

En tout temps, l'un des 3 binômes ChP – rempl. / ChP – 2^{ème} rempl. / Rempl. – 2^{ème} rempl. doit être garanti. Ces trois binômes doivent être assez solide et expérimenté pour fonctionner efficacement sur des durées prolongées.

L'équipe de projet vient en renfort à ces binômes, selon les besoins en termes de capacité en temps ou en délais ou en termes de connaissances techniques, notamment pour la rédaction des cahiers des charges, la comparaison des offres ou le suivi administratif du projet. L'équipe de projet n'apparaît en principe pas vers l'extérieur, sauf exception justifiée (par exemple pour des conseils techniques particuliers qui ne peuvent être efficacement prodigués par le ChP ou ses remplaçants).

Mandataires

Les mandataires du projet seront désignés par l'ASET, sur la base de mises au concours qui seront assurées par le BAMO en début de mandat.

Les exigences auxquelles ces mandataires devront répondre, leur profil et le mode de fonctionnement qui sera exigé d'eux, seront définis par l'ASET sur les conseils du BAMO.

3.3 Phasage du projet

Procédure de choix des mandataires

La procédure de choix des mandataires (phase SIA 22) précédera toutes les autres phases du projet et sera effectuée par le BAMO au début de son mandat.

Phasage des mandats STEP & STAP et Réseaux selon SIA

Le phasage du projet suivra ensuite les phases définies par la SIA, comme indiqué à l'art. 3.2 du projet de contrat KBOB joint en ANNEXE 1 de la partie I *Procédure et clauses administratives* du présent appel d'offres.

Pour les mandats STEP & STAP et Réseaux, toutes les phases 31 à 53 seront effectuées. Dans la phase SIA 33 *Procédure de demande d'autorisation* en particulier, on tiendra compte de la coordination des procédures selon [31].

Phasage des autres mandats

Pour le mandat PGEEr1, la décomposition en phases n'est pas pertinente : le mandat sera effectué en un seul bloc, selon les recommandations [30], dès que le mandataire aura été choisi, et en étroite coordination avec le ou les mandataire(s) Réseaux.

Pour le mandat du géomètre, les prestations s'effectueront durant tout le processus en fonction des besoins des autres mandataires.

Les prestations du mandataire RIE débuteront dès que le mandataire aura été choisi et devront se terminer avant la phase SIA 33 *Procédure de demande d'autorisation* des mandats STEP & STAP et Réseaux, en accord avec la coordination des procédures selon [31].

3.4 Calendrier prévisionnel

Dans [9], le calendrier prévisionnel général du projet est défini comme indiqué dans la **Figure 3**:

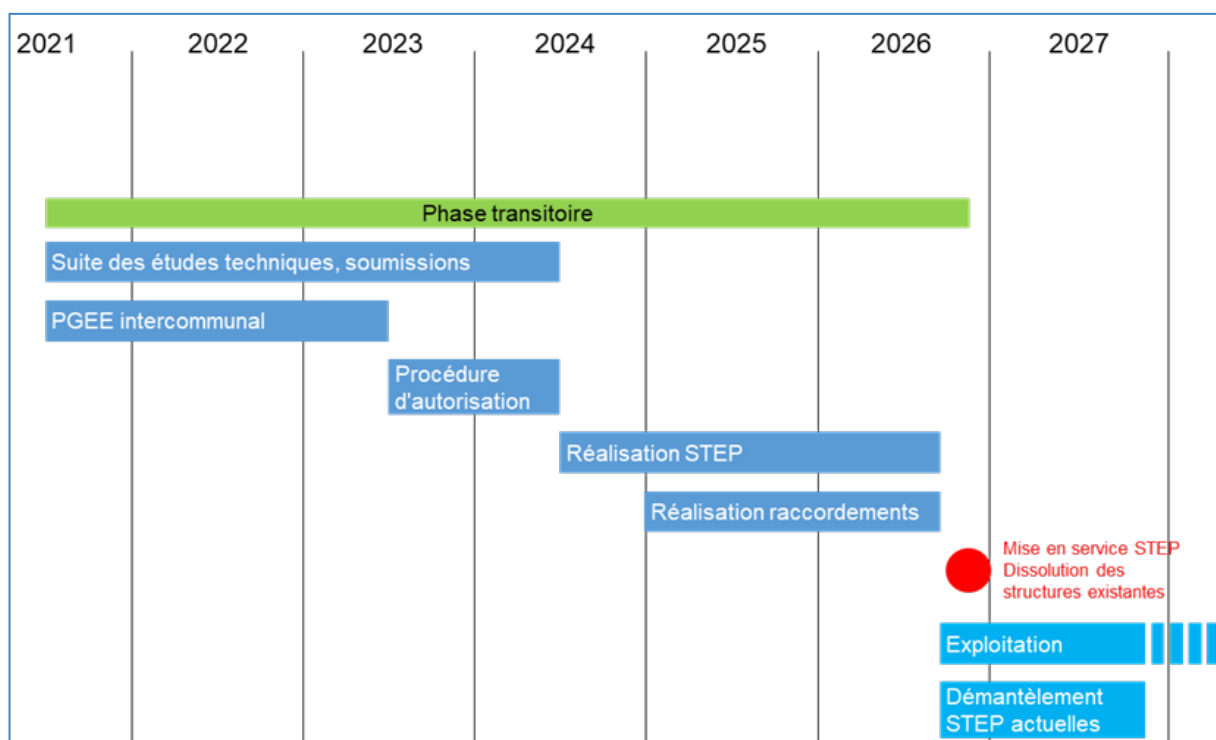


Figure 3 : Calendrier prévisionnel général du projet, selon [9].

Dans son offre (voir **Partie III Dossier de candidature**), le candidat est appelé à proposer un calendrier un peu plus détaillé, en se basant sur son expérience de projets semblables et en gardant un œil critique par rapport à la proposition de la **Figure 3**. Le but étant de disposer d'une proposition jugée réaliste et faisable par le candidat, dans l'esprit d'un premier conseil donné au MO dans le cadre de l'offre.

4 Prestations à fournir

4.1 Structuration des prestations et prépondérance des objectifs

Structuration des prestations

Les prestations à fournir sont réparties sur neuf sujets, dont la structuration est indiquée à la **Figure 4** :

1. Prestations de BAMO pour le mandat STEP & STAP
2. Prestations pour le(s) mandat(s) Réseaux (un seul mandat avec **option** pour plusieurs mandats)
3. Prestations pour le mandat PGEE régional
4. Prestations pour le mandat RIE
5. Prestations pour le mandat de géomètre
6. Pilotage et coordination générale du projet
7. Conseils et soutien au MO
8. Séances et communication avec les communes et le canton
9. Autres prestations, à proposer comme **options** (non représentées dans la **Figure 4**)

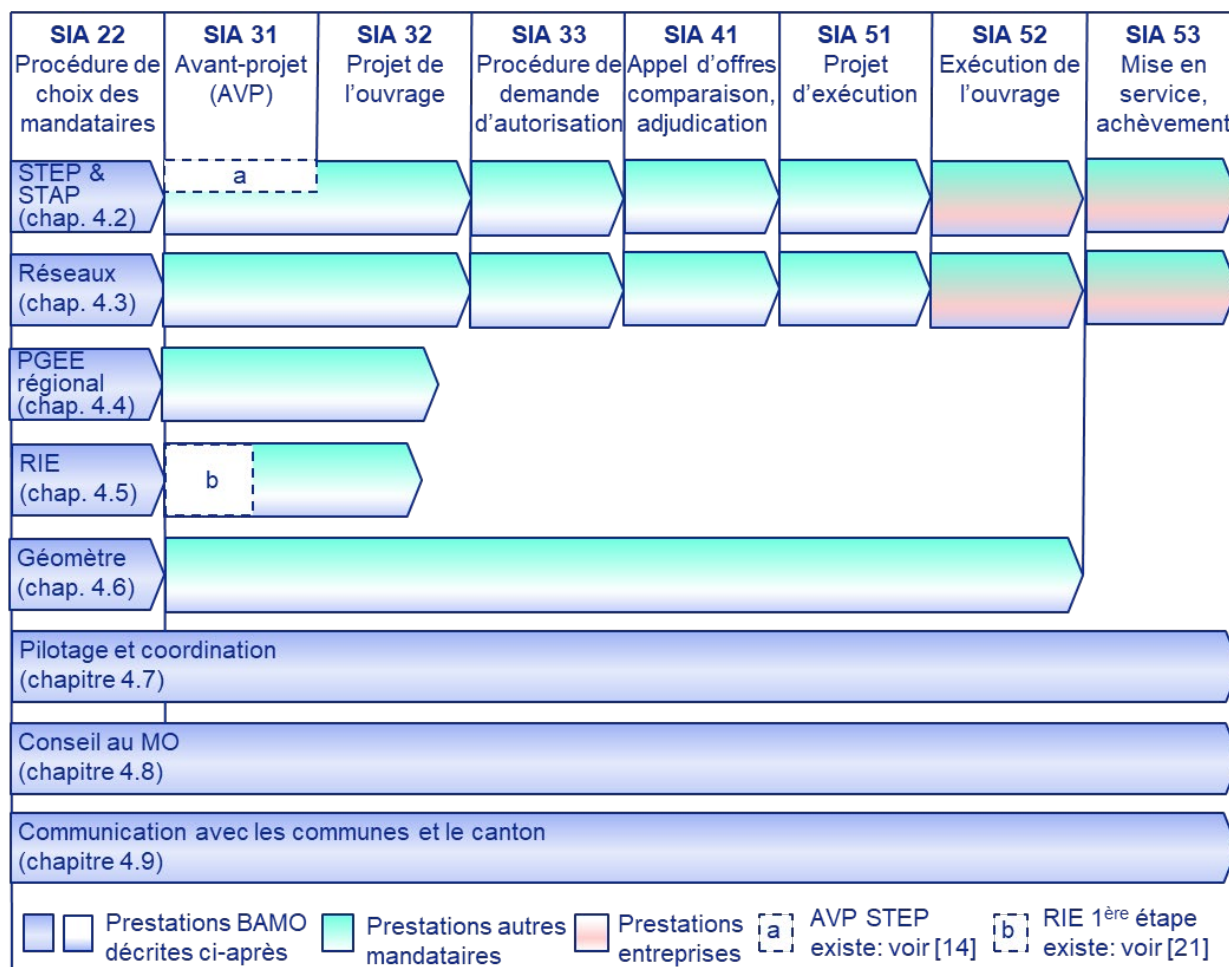


Figure 4 : Structuration des prestations BAMO (en bleu), avec indication des prestations d'autres mandataires / entreprises (vert / rose)

Prépondérance des objectifs et options

Le 3^{ème} sous-titre (4.X.3) *Prestations à fournir* de chacun des chapitres 4.2 à 0 ci-après propose une description succincte des prestations qui doivent permettre d'atteindre les *Objectifs à atteindre* du 2^{ème} sous-titre (4.X.2) de chacun de ces chapitres. Ces prestations servent de guide pour élaborer l'offre.

En remplissant l'offre selon les propositions de prestations ci-après, le candidat **confirme** qu'elles lui permettront d'**atteindre les objectifs** fixés.

Si le candidat considère que ce ne pourra pas être le cas, donc que les prestations proposées devraient être remplacées ou complétées par d'autres prestations qu'il juge plus adéquates pour atteindre les objectifs, il lui est demandé de proposer sa vision des prestations sous forme d'**option**.

Dans tous les cas, lors du déroulement du projet, on considérera toujours que les objectifs à atteindre priment par rapport aux prestations. Autrement dit : les **prestations effectuées devront répondre aux objectifs fixés**. Si ce n'est pas le cas, le candidat n'aura pas rempli sa mission.

Responsabilité du BAMO

Le BAMO ne porte pas personnellement la responsabilité des prestations fournies par les mandataires et par les entreprises.

En revanche, toutes ses prestations, d'élaboration de documents techniques, de pilotage, coordination, surveillance, contrôle, soutien et conseil au MO et communication doivent assurer que les mandataires et entreprises choisis remplissent leur mission dans selon le planning, la qualité et le budget convenus, et que les décisions, validations et autorisations requises pour le projet sont reçues dans les délais nécessaires.

Prestations à offrir

Les prestations à offrir sont énumérées ci-après, en fonction des objectifs qu'elles poursuivent. Il est précisé que chaque prestation s'entend y compris tous les travaux de préparation (p. ex. téléphones, séances vidéo, éventuellement courte séance de travail intermédiaire ou visite in situ, élaboration de documents de travail, invitations etc.) et tous les travaux de finalisation qu'elles impliquent. (rédaction de comptes-rendus, notes, mise à jour de liste de tâches, contacts etc.).

ATTENTION : Les séances de travail intermédiaires nécessaires, en plus des séances explicitement listées dans les prestations à offrir, doivent être incluses dans les prestations auxquelles elles se rattachent, y compris leur préparation et leur documentation, cas échéant.

4.2 Prestations pour le mandat STEP & STAP (S&S)

4.2.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** Toutes les 7 STEP du périmètre de la régionalisation, y compris toutes les mesures, régulations, télétransmissions et télécommandes nécessaires pour que l'ensemble des installations puisse être géré depuis la nouvelle STEP d'Échallens.
- **Phasage :** Phases SIA 22 à 53
- **Durée :** 2021 – 2024 (études et procédure d'autorisations), 2024 - 2026 (réalisation)

4.2.2 Objectifs à atteindre

Les prestations doivent garantir le bon déroulement des études, des autorisations et de la construction de la nouvelle STEP régionale et de la mise hors service des 6 autres STEP ainsi que la transformation de 5 d'entre elles en STAP, y MCR centralisé de l'ensemble, sans interruption de l'épuration ni pollution accidentelle, dans le budget et le calendrier défini en début de projet, jusqu'à et y compris la mise en service réussie des installations.

4.2.3 Prestations à fournir

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le BAMO sera appelé à fournir les prestations suivantes pour un appel d'offres **ouvert** :

Phase SIA 22 – Procédure de choix des mandataires

1. Séance **COPIL 1** avec le COPIL (y c. préparation et documentation par un compte rendu, abrégé ci-après « PV ») pour préparer l'appel d'offres : Analyse de la situation, revue et fixation des objectifs du mandat STEP & STAP, revue des données disponibles, élaboration commun des critères d'aptitude, de la grille d'évaluation des offres et des autres éléments nécessaires pour un appel d'offres ouvert.
2. Récolte des données de base nécessaires et préparation pour la mise à disposition aux candidats.
3. Élaboration d'un appel d'offres ouvert avec clauses administratives, projet de contrat, cahier des charges technique et dossier de candidatures préparé pour être rempli par les candidats.
4. Séance **COPIL 2** avec le COPIL (y c. préparation et PV) pour validation de l'appel d'offres, si nécessaires par itération (téléphones et/ou vidéoconférences intermédiaires).
5. Publication et gestion de l'appel d'offres sur simap y c. réponses aux questions des candidats, en collaboration avec le COPIL.
6. Réception et évaluation des dossiers reçus (hypothèse pour le calcul de l'offre : 4 dossiers), avec évaluation parallèle (éventuellement abrégée) par un ou des membres du COPIL, préparation d'un rapport d'évaluation des offres.
7. Séance **COPIL 3** : Préparation, modération et documentation d'une audition des 3 candidats les mieux placés, en présence avec des membres du COPIL y c. PV documentant les questions et réponses.

8. Mise à jour du rapport d'évaluation des offres suite à l'audition, sur la base du PV, proposition d'adjudication au COPIL.
9. Rédaction du contrat sur la base du projet joint à l'appel d'offres et facilitation de l'étape de finalisation entre MO et mandataire jusqu'à la signature.

Phase SIA 31 – Avant-projet et SIA 32 – Projet de l'ouvrage

10. Séance **DirPro S&S 1** avec la DirPro STEP & STAP pour le démarrage du projet : Organiser, convoquer, préparer (côté MO, le mandataire se préparant de son côté selon les directives du BAMO), modérer et documenter (PV) la séance de démarrage. Les sujets abordés seront en principe :
 - Objectifs du mandat,
 - Ressources allouées (MO et mandataire),
 - Organisation interne et externe,
 - Communication interne et externe,
 - Méthodes de travail envisagées et aspects techniques particulier à discuter,
 - Planning, phasage et dates-clés,
 - Organisation du suivi du mandat par le BAMO (liste de suivi des tâches),
 - Prochaines étapes et prochaine séance (DirPro S&S 2)
11. Séance **DirPro S&S 2** : Les séances suivantes, pour lesquelles les prestations du BAMO sont analogue à **10** (préparer, modérer, documenter) auront en principe l'ordre du jour suivant :
 - Revue technique de l'avancement des études, points à régler, décisions à prendre, etc.
 - Mis à jour de la liste de suivi des tâches (régler, à faire, délai déplacé, caduque, etc., pour le MO, le mandataire, le BAMO, les tiers)
 - Coordination avec les mandats Réseaux et PGEE
 - Communication : qui doit être informé de quoi ?
 - Vérification (même succincte) et accord formel, noté dans le PV, de :
 - Respect des délais (déplacement de délais nécessaire ?)
 - Respect du budget (avenant nécessaire ?)
 - Respect des autres aspects contractuels, notamment des livrables
 - Prochaines étapes et prochaine séance (DirPro S&S 3, 4, etc.)
12. Séances **DirPro S&S 3 - 10** : Les séances suivantes auront lieu environ tous les 2 - 3 mois, de manière analogue à **11**, avec une durée d'environ 2 heures chacune (si elles sont bien préparées de part et d'autre), ce qui donne par hypothèse pour l'offre 8 séances (n° 3 – 10). La dernière séance s'achève avec les dossiers de demandes d'autorisations, qui auront été préalablement convenus et validés.

Phase SIA 33 – Procédure de demande d'autorisation

13. Séances **DirPro S&S 11 – 12** : Par hypothèse pour l'offre, on prévoit 2 séances de DirPro pour la procédure de demande d'autorisation. La dernière séance n° 12 doit confirmer la bonne réception de tous les documents d'autorisation nécessaires.

Phase SIA 41 – *Projet d'exécution*

- 14. Séance DirPro S&S 13 :** Cette séance sera consacrée à la discussion et la validation de l'appel d'offres pour les entreprises. L'élaboration de l'appel d'offres est du ressort du mandataire S&S. Le BAMO a ici un rôle de coordinateur (par rapport aux autres mandats) et de surveillance.
- 15. Séance DirPro S&S 14 :** Lors de cette séance, l'adjudication des travaux aura lieu, en présence des représentants décisionnels du COPIL. Par hypothèse pour l'offre, il est admis qu'une seule séance suffira.

Phase SIA 51 – *Projet d'exécution*

- 16. Séances DirPro S&S 15 – 20 :** Par hypothèse pour l'offre, on prévoit 6 séances de DirPro durant l'élaboration du projet d'exécution, environ une séance tous les 2 – 3 mois.

Phase SIA 52 – *Exécution de l'ouvrage*

- 17. Séances DirPro S&S 21 – 45 :** Les séances de DirPro S&S ont lieu à l'issue des principales séances de chantier, de manière à ce que le BAMO puisse participer aux principales séances de chantier pour sentir « le pouls » de la construction de la STEP et des STAP. Le candidat en tiendra compte dans son offre. Par hypothèse pour l'offre, on prévoit environ 1 séance par mois, soit au total environ 24 séances. Les séances ne dureront qu'environ 1 h – 1 ½ h, soit moins que les 2h à compter pour les séances d'avant le chantier (n° 1 – 20).

Phase SIA 53 – *Mise en service et achèvement*

Par hypothèse, on peut s'imaginer environ 3 séances, au cours desquelles l'un des points essentiels seront les défauts à lever et les garanties à fournir :

- 18. Séance DirPro S&S 46 :** Séance de confirmation de la mise en service des STAP (en étroite coordination avec les réseaux). Comme toutes les séances précédentes : PV par le BAMO.
- 19. Séance DirPro S&S 47 – 48 :** Deux séances pour la mise en service de la STEP.

4.3 Prestations pour le(s) mandat(s) Réseaux (Rx)

4.3.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** L'ensemble des réseaux intercommunaux nouveaux nécessaires pour concentrer les eaux usées (environ 13 km), y compris l'éventuelle adaptation de réseaux et d'ouvrages spéciaux existants
- **Phasage :** Phases SIA 22 à 53
- **Durée :** 2021 – 2024 (études et procédure d'autorisations), 2024 - 2026 (réalisation)

4.3.2 Objectifs à atteindre

Les prestations doivent garantir le bon déroulement des études, des autorisations et de la construction de tous les tronçons de réseaux intercommunaux à construire ou à adapter, en accord avec le PGEE régional, sans interruption de l'écoulement des eaux usées ni pollution accidentelle, dans le budget et le calendrier défini en début de projet, jusqu'à et y compris la mise en service réussie de ces réseaux.

4.3.3 Prestations à fournir

Variante de base

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le BAMO sera appelé à fournir en principe les mêmes prestations que celles du mandat S&S, pour un appel d'offres **ouvert**, mais adaptées à la situation et au mandat concernant les réseaux. Dans la variante de base, on part du principe qu'un seul mandat sera donné pour les réseaux (mandat **Rx**). Les prestations sont donc, par hypothèse, les suivantes :

20. Séance COPIL 4	analogue prestation n° 1 , mais adaptée à la mise au concours des réseaux (vaut pour toutes les prestations)
21. Données de base	analogue 2
22. Documents d'appel d'offres	analogue 3
23. Séance COPIL 5	analogue 4
24. Gestion simap	analogue 5
25. Évaluation	analogue 6 , mais avec par hypothèse 10 offres à évaluer
26. Séance COPIL 6	analogue 7 , mais avec une audition plus simple que pour S&S, avec seulement 2 – 3 candidats
27. Adjudication	analogue 8
28. Contrat	analogue 9

- 29.** Analogue prestations **10 – 11 – 12** : Séances **DirPro Rx 1 – 10** (y c. préparation, modération, documentation etc.) de la phase SIA 31 Avant-projet des réseaux. Par hypothèse, on admettra le même nombre de séances que pour la STEP, de manière à regrouper les deux séances **S&S** et **Rx** en une seule demi-journée. Dans l'ordre du jour standard de ces séances, la coordination avec le mandat **S&S** sera abordée, ainsi que celle avec le **PGEE**.
- 30.** Analogue prestations **13** : Séances **DirPro Rx 11 – 12**
- 31.** Analogue prestations **14** et **15** : Séances **DirPro Rx 13 – 14**. Il s'agira notamment, dans la séance DirPro Rx 13, de décider des lots des travaux pour les différents réseaux. Cette décision a un impact sur les prestations du mandataire Rx, mais a priori pas sur le BAMO.
- 32.** Analogue prestations **16** : Séances **DirPro Rx 15 – 20**
- 33.** Analogue prestations **17** : Séances **DirPro Rx 21 – 45**
- 34.** Analogue prestations **18** : Séance **DirPro Rx 46**
- 35.** Séance **DirPro Rx 47** pour la confirmation de la bonne mise en service des réseaux. Par hypothèse, on admet qu'une seule séance sera nécessaire pour confirmer le bon achèvement et la mise en service des réseaux.

Option

En option, le candidat proposera les prestations **20 à 35** pour (par hypothèse) 4 appels d'offres et 4 mandats Rx distincts, répartis géographiquement par regroupement des lots qui ressortent de la **Figure 1** : Schéma général des ouvrages du projet de régionalisation et de la **Figure 2** : Organigramme général.

Les appels d'offres correspondants pourront être soit **ouverts**, soit sur **invitation**, en fonction du regroupement des réseaux à étudier, qui sera fixé lors de la séance de **COPIL 4**.

Le mandataire décrira dans son offre comment il s'imagine procéder, concrètement, avec 4 mandataires Rx à la place d'un seul.

4.4 Prestations pour le mandat PGEE régional

4.4.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** Élaboration d'un PGEEr1 selon le cahier des charges [30], sur l'ensemble du périmètre de la régionalisation.
- **Phasage :** Élaboration en une seule phase et d'un seul tenant
- **Durée :** 2021 – 2023

4.4.2 Objectifs à atteindre

Les prestations doivent garantir le bon déroulement de l'élaboration du PGEEr1 dans le respect des recommandations du canton, en étroite coordination avec les mandats STEP & STAP et Réseaux, dans le budget et le calendrier défini en début de projet, jusqu'à et compris son approbation par la DGE et l'obtention des autorisations de construire pour les réseaux intercommunaux qui lui subordonnées.

4.4.3 Prestations à fournir

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le BAMO sera appelé à fournir les prestations suivantes pour un appel d'offres qui sera a priori **ouvert** (le montant d'honoraires estimé dépasse CHF 250'000.-) :

- | | |
|--|--|
| 36. Séance COPIL 7 | analogue prestation n° 1, mais adaptée à la mise au concours du PGEE régional de 1 ^{ère} phase (PGEEr1). |
| Lors de cette séance, il s'agira de très bien expliquer les buts du PGEEr au MO et de convenir en détail avec lui s'il s'agit effectivement seulement d'un PGEEr1, ou si des prestations de PGEEr2 doivent aussi être incluses, voire si un PGEEr complet est souhaité à ce stade. | |
| 37. Données de base | analogue 2 |
| 38. Documents d'appel d'offres | analogue 3, en se basant sur [30], voire sur d'autres directives cantonales de la DGE qui auraient paru d'ici-là. |
| 39. Séance COPIL 8 | analogue 4 |
| 40. Gestion simap | analogue 5 |
| 41. Évaluation | analogue 6, mais avec par hypothèse 5 offres à évaluer |
| 42. Séance COPIL 9 | analogue 7, avec par hypothèse 3 candidats à interviewer. |
| 43. Adjudication | analogue 8 |
| 44. Contrat | analogue 9 |
| 45. Séances de DirPro PGEE 1 – 10 | (par hypothèse environ 1 séance tous les 2 – 3 mois environ). Il s'agit de suivre activement l'élaboration PGEEr, le coordonner avec les autres mandats, s'assurer que les exigences de la DGE sont bien respectées (un représentant de la DGE pourra être invité aux principales séances de DirPro PGEE), et vérifier que le résultat final est conforme. |

4.5 Prestations pour le mandat RIE

4.5.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** Mandat d'étude « RIE » (rapport d'impact sur l'environnement, 2^{ème} étape)
- **Phasage :** Élaboration en une seule phase avant la phase SIA 33 (RIE)
- **Durée :** 2021 – 2023

4.5.2 Objectifs à atteindre

Les prestations doivent garantir le bon déroulement de l'élaboration d'un RIE et son approbation par le canton en vue de l'obtention des autorisations de construire nécessaires, dans le budget et selon le calendrier convenu.

4.5.3 Prestations à fournir

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le BAMO sera appelé à fournir les prestations suivantes pour un appel d'offres sur **invitation** avec **3** candidats :

- | | |
|---|---|
| 46. Séance COPIL 10 | analogue prestation n° 1 , mais adaptée à la mise au concours du RIE, 2 ^{ème} étape en appel d'offres sur invitation. |
| Lors de cette séance, il s'agira notamment de s'accorder sur les bureaux d'environnement à inviter. L'appel d'offres et la procédure seront ensuite plus simples. | |
| 47. Données de base | analogue 2 |
| 48. Documents d'appel d'offres | analogue 3 , mais pour un appel d'offres sur invitation (donc simplifié par rapport à un appel d'offres ouvert). |
| 49. Séance COPIL 11 | analogue 4 |
| 50. Évaluation | analogue 6 , avec 3 offres à évaluer |
| 51. Séance COPIL 12 | directement pour décider de l'adjudication (sans audition des candidats). |
| 52. Contrat | analogue 9 |
| 53. Séances de DirPro autres mandats 1 – 4 | (par hypothèse seulement 4 séances, environ une tous les 3 – 4 mois). Il s'agit de suivre l'élaboration du RIE, le coordonner avec les autres mandats et vérifier que le résultat final est conforme. |

4.6 Prestations pour le mandat de géomètre

4.6.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** Mandat de géomètre
- **Phasage :** Prestations selon les besoins des autres mandats durant tout le projet
- **Durée :** 2021 – 2026

4.6.2 Objectifs à atteindre

Les prestations doivent garantir le bon déroulement des tous les travaux de géomètre nécessaire aux autres mandats, dans le budget convenu et dans des délais correspondant aux besoins des autres mandataires.

4.6.3 Prestations à fournir

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le BAMO sera appelé à fournir les prestations suivantes :

- 54. Séance COPIL 13** analogue prestation n° **1**, mais adaptée à la mise au concours des prestations de géomètre pour tous les mandats, en appel d'offres sur invitation.
- Lors de cette séance, il s'agira notamment de s'accorder sur les **3** bureaux de géomètre à inviter et de définir comment les travaux de géomètre pourront être coordonnés « automatiquement » par les mandataires qui y ont recours.
- 55. Données de base** analogue **2**
- 56. Documents d'appel d'offres** analogue **3**, pour un appel d'offres sur invitation
- 57. Séance COPIL 14** analogue **4**
- 58. Évaluation** analogue **6**, avec **3** offres à évaluer
- 59. Séance COPIL 15** directement pour décider de l'adjudication (sans audition des candidats).
- 60. Contrat** analogue **9**
- 61. Séances de DirPro autres mandats 5 – 10.** Par hypothèse, 1 séance de démarrage pour lancer le mandat et la collaboration avec les autres mandataires, puis 1 séance par année pour discuter et résoudre les éventuels problèmes opérationnels qui se seraient posés. Il est admis que le géomètre travaillera de manière indépendante, en contact direct avec les autres mandataires, selon leurs besoins. Il fera rapport par écrit au BAMO, mais d'autres séances que celles annuelles ne seront a priori pas nécessaires.

4.7 Pilotage et coordination générale du projet

4.7.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** Ensemble du projet, tous mandats confondus.
- **Phasage :** En continu sur toute la durée du projet, dès la phase SIA 22 et jusqu'à la mise en service et l'achèvement (SIA 53)
- **Durée :** 2021 – 2027 (y compris durant la période de garantie après la mise en service)

4.7.2 Objectifs à atteindre

Les prestations doivent permettre le bon déroulement de l'ensemble du projet, en assurant l'efficacité des interfaces entre tous les acteurs du projet (MO, mandataires, externes, entreprises), en anticipant les actions à entreprendre, en surveillant qu'elles sont bien effectuées à temps, et en contrôlant les délais, les coûts, la qualité et la complétude des prestations des mandataires et, par leur intermédiaire, des entreprises.

4.7.3 Prestations à fournir

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le BAMO sera appelé à fournir les prestations suivantes, dans la mesure où elles ne seraient pas déjà incluses dans les prestations des DirPro mentionnées plus haut :

Pilotage

- 62. Pilotage proactif des prestations :** Assurer un pilotage proactif du projet, d'entente et en étroite collaboration avec le MO, en anticipant les tâches des mandataires et en veillant à ce qu'elles soit effectuées à temps, au moyen de contacts avec les mandataires (voire, exceptionnellement, avec les entreprises en phase SIA 52), par courriel, par téléphone ou avec des séances informelles si nécessaire (en dehors des séances **DirPro** et **COPIL** mentionnées plus haut),
- 63. Interim à la DirPro :** assurer une permanence à la direction du projet (**DirPro S&S**, **DirPro Rx** et **DirPro autres mandats**) en cas d'absence du chef de projet du MO, s'il n'a pas lui-même un remplaçant, en délégation du MO, y compris préparation de ces périodes d'absence avec le MO.

Coordination générale du projet.

- 64. Séances COPIL 16 – 29:** Préparer avec le MO, organiser, convoquer, modérer et documenter, environ 3 séances par an pour la coordination générale du projet dans le cadre du COPIL, en rassemblant selon l'avancement et les besoins du projet les mandants qui doivent être coordonnés entre eux. Ces séances peuvent être groupées avec d'autres contenus de séances de **DirPro** ou de **COPIL**, selon la situation.

4.8 Conseils et soutien au MO

4.8.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** Ensemble du projet, tous mandats confondus.
- **Phasage :** En continu sur toute la durée du projet, dès la phase SIA 22 et jusqu'à la mise en service et l'achèvement (SIA 53)
- **Durée :** 2021 – 2027 (y compris durant la période de garantie après la mise en service)

4.8.2 Objectifs à atteindre

Les conseils fournis doivent permettre au MO (COPIL et CODIR) de prendre ses décisions en toute connaissance de cause et sans doute possible, aux niveaux technique, procédural et financier. Le soutien fourni par le BAMO au MO doit le décharger de tout souci financier, contractuel, opérationnel et relationnel avec ses mandataires et ses partenaires externes.

4.8.3 Prestations à fournir

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le BAMO sera appelé à fournir les prestations suivantes, durant toute la durée du projet :

Prestations de conseil

- 65. Conseil en général :** Effectuer, durant tout le mandat, en sus des prestations énumérées ci-dessus, toutes les recherches et petites parties d'études complémentaires nécessaires que le MO n'a ni le temps, ni les capacités techniques d'effectuer, et qui doivent l'aider dans ses prises de décision des recherches techniques, des contacts bilatéraux avec l'administration cantonale,
- 66. Avis sur les résultats du projet :** Prendre position sur des documents produits par les mandataires à la demande du chef de projet du MO, si nécessaire en recommandant des optimisations, des adaptations ou des compléments, voire en demandant des corrections. Le MO reste bien sûr libre de faire suivre – ou non – ces recommandations par ses mandataires.
- 67. « Trouble shooting » :** Contribuer à résoudre les conflits entre parties prenantes, par des moyens de médiation et grâce à la position neutre du BAMO entre le MO et les mandataires. Pour son offre, le candidat prévoira environ 2 jours par an à ce travail (au total environ 12 jours). Ces prestations ne seront effectuées qu'à la demande expresse du MO. Elles requièrent expérience et doigté.

Prestations de soutien opérationnel

Même si les prestations semblent définies avec précision, elles ne le sont pas de manière exhaustive. Le candidat les interprétera donc de telle manière à assurer l'atteinte des objectifs du projet :

68. Assurer le **suivi du budget et de la facturation** :

- Centraliser toutes les factures du projet,
- Vérifier et viser les factures des mandataires,
- Veiller à ce que les mandataires aient bien vérifié et visé les factures des entreprises,
- Transmettre les factures pour paiement,
- Tenir à jour un suivi informatique (Excel ou analogue) de toute la facturation et de l'évolution du budget, aussi bien pour les prestations des mandataires que des entreprises,
- Préparer les décomptes pour les subventions (voir prestation 73),
- ...

69. Assurer le **suivi des délais et des tâches** :

- Établir et tenir à jour le calendrier général du projet,
- Intégrer – de manière simplifiée – les calendriers des mandataires dans le calendrier général du projet, y compris le calendrier des travaux,
- Tenir à jour la liste des tâches (voir aussi prestations 10, 11 et analogues),
- ...

70. Assurer le **suivi contractuel** :

- Tenir à jour la liste des contrats et des avenants,
- Garantir la cohérence entre ceux-ci et le budget (voir prestation 67),
- Conserver une version de chaque contrat et de chaque avenant,
- Archiver une version papier signée de chaque contrat et avenant si le MO le demande,
- Référencer et conserver un exemplaire de tous les documents de garantie (phase SIA 53) ayant un caractère contractuel,
- ...

71. Assurer la **gestion documentaire** :

- Mettre à disposition du MO et des mandataires une plateforme de stockage et d'échanges des documents produits dans le cadre du projet,
- Mettre à disposition du personnel du MO et des mandataires les modes d'emploi et tutoriels nécessaires pour le bon fonctionnement de la plateforme,
- Assurer l'opération de cette plateforme (droits d'accès, sauvegardes informatiques, autorisations de téléchargements etc.),
- Assurer la maintenance de cette plateforme (changement de versions au cours des années, garantie du fonctionnement sans interruptions, etc.),
- tenir à jour la liste bibliographique du projet,
- ...

72. Préparer les **messages politiques destinés aux communes** :

- Rédiger tous les messages requis au niveau des communes membres de l'ASET pour permettre les votes des législatifs et exécutifs communaux et, cas échéant, du corps électoral.
- Faire approuver ces messages par le COPIL et le CODIR en vue de leur utilisation au niveau des communes membres.

4.9 Séances et communication avec les communes et le canton

4.9.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** Ensemble du projet, tous mandats confondus.
- **Phasage :** En continu sur toute la durée du projet, jusqu'à et y compris les derniers décomptes de subvention après la mise en service (SIA 53).
- **Durée :** 2021 – 2026

4.9.2 Objectifs à atteindre

Les prestations de communication doivent permettre aux décideurs concernés de se faire une image suffisamment précise et convaincante du projet pour qu'ils donnent leur accord (notamment pour les crédits), leur validation (notamment pour le PGEE et le RIE) et leur autorisation (notamment pour les constructions et les déversements dans les cours d'eau) qui sont nécessaires pour le projet.

4.9.3 Prestations à fournir

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le BAMO sera appelé à fournir les prestations suivantes :

- 73. Séances CODIR 1 – 10 :** Environ une fois par semestre (par hypothèse 10 fois sur la durée du projet), organiser avec le MO, préparer, participer à et documenter des séances avec le CODIR, en y intégrant si nécessaire des acteurs externes du projet, en fonction de l'avancement, la situation et les besoins du MO. Ces séances devront être préparées avec soin, avec une présentation très didactique et synthétique de chaque point de l'ordre du jour à traiter, car les participants aux séances ne seront pas des professionnels de l'assainissement.
- 74. Séances Canton 1 – 3 :** Effectuer des séances avec les représentants du canton, le MO et les mandataires concernés, en principe aux phases SIA 31/32, 33 et 53 (par hypothèse environ 3 séances de travail) pour, notamment :
- Vérifier que le projet répond aux exigences de la loi et des règlements cantonaux en vigueur,
 - Préparer l'octroi de subventions et faire valider les décomptes,
 - Obtenir les autorisations nécessaires au niveau communal.
 - ...

4.10 Autres prestations (à offrir en option)

4.10.1 Périmètre des prestations

- **Objet :** Ensemble du projet, tous mandats confondus.
- **Phasage :** En continu sur toute la durée du projet.
- **Durée :** 2021 – 2027 (y compris durant la période de garantie après la mise en service)

4.10.2 Objectifs à atteindre

Dans ses chapitres 4.2 à 4.9, le présent document décrit les prestations appel d'offres jugées nécessaires par son auteur pour répondre aux objectifs du projet assignés au mandat du BAMO (voir chapitre 1.3) Toutefois, une lacune ne peut être exclue. Par conséquent :

Les prestations proposées en option dans l'offre doivent compléter les prestations des chapitres 4.2 à 4.9 de manière à ce que le BAMO puisse atteindre tous les objectifs qui lui sont assignés.

4.10.3 Prestations à fournir

Les prestations sont à décrire par le candidat dans son offre et à offrir en option.

Si les prestations des chapitres 4.2 à 4.9 sont jugées adéquates et suffisantes pour atteindre les objectifs du projet, il n'y a pas lieu d'offrir d'option ici.

5 Résultat tangibles des prestations

5.1 Gestion de l'information

Le BAMO assure la gestion de l'information par le biais d'une plateforme informatique dédiée (voir prestation 71).

5.2 Documentation des séances

Le BAMO produit et fait valider les comptes rendus ou procès-verbaux des séances qu'il pilote ou qu'il modère, voire, pour le CODIR, auxquelles il participe sans diriger ni modérer. Soit, par hypothèse pour l'offre, selon ce qui précède :

- COPIL n° 1 – 29,
- DirPro S&S n° 1 – 48
- DirPro Rx n° 1 – 47
- DirPro PGEEr n° 1 – 10
- DirPro autres mandats n° 1 – 10
- CODIR n° 1 – 10,
- Canton n° 1 – 3,
- Autres séances intermédiaires de travail : selon les besoins et selon accord en séance.

5.3 Documentation technique

Le BAMO produit et tient à jour les documents techniques et assimilables suivants, qu'il livre sous format informatique au BAMO, de manière structurée, à la fin du projet, pour les archives du BAMO :

1. Présentations Powerpoint en fonction des besoins des séances,
2. Liste de suivi des tâches (voir prestations 69),
3. Bibliographique des documents du projet (71),
4. Planning général du projet (69),
5. Suivi budgétaire (68),
6. Suivi de la facturation (68),
7. Suivi contractuel (70),
8. Répertoire des documents de garantie à caractère contractuel (70),
9. Messages politiques aux décideurs communaux (exécutifs, législatifs, corps électoral) (72)
10. Notes techniques demandées dans le cadre du conseil au MO (65)
11. Décompte pour les subventions (68)
12. Documents produits par les autres mandataires et annotés par le BAMO, lorsqu'il lui est demandé de donner son avis à leur sujet (voir prestation 66)
13. Autres, selon les besoins du projet, sur demande du MO.

Liste des abréviations

AET	Association intercommunale pour l'épuration des eaux usées de la région bassin supérieur Talent
ASET	Association intercommunale STEP Échallens Talent
ATV	Abwassertechnische Vereinigung e.V. (Allemagne)
BAMO	Bureau d'assistance au maître d
CHF	Franc suisse
ChP	Chef de projet
CODIR	Comité directeur du projet
COPIL	Comité de pilotage du projet
DCPE	Directive cantonale sur la protection de l'environnement
DGE	Direction générale de l'environnement du canton de Vaud
DIREV	Direction de l'environnement industriel, urbain et rural du canton de Vaud
DirPro	Direction de projet
KBOB	Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics
LATC	Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (1985)
LEaux	Loi fédérale sur la protection des eaux (1991)
LPEP	Loi cantonale sur la protection des eaux contre les pollutions (1974)
MCHF	Millions de CHF
MO	Maître de l'ouvrage (= mandant)
OEaux	Ordonnance fédérale sur la protection des eaux (1998)
OEIE	Ordonnance fédérale relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (1988)
OFEV	Office fédéral de l'environnement
PGEE	Plan général d'évacuation des eaux
PGEEr	PGEE régional
PGEEr1	PGEE régionale Phase 1 (pour les régionalisations)
PDBV	Plan directeur de bassin versant (canton de Fribourg)
RIE	Rapport d'impact sur l'environnement
RMLP-VD	règlement d'application cantonal de la loi sur les marchés public (2004)
Rx	Réseaux (mandat, mandataire)
SEn	Service de l'environnement (Fribourg)
SIA	Société suisse des ingénieurs et architectes
SIEGO	Service intercommunal d'épuration des eaux usées de la région d'Éclagnens
simap.ch	plateforme électronique pour les marchés publics
S&S	STEP et STAP (mandat, mandataire)
STAP	Station de pompage
STEP	Station d'épuration
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
TTC	Toutes taxes comprises
VSA	Association suisse des professionnels de la protection des eaux
VSS	Association suisse des professionnels de la route et des transports